



**Académie des Sciences d'outre-mer/ Séance du 31 janvier 2025**

**Présentation par l'auteur du livre**

**Pierre Jacquemot**

*Se nourrir, le défi de l'Afrique*, Paris, Karthala, 2024

Les références de cet ouvrage sont à la fois universitaires et tirées de l'observation du terrain. Il en va ainsi par exemple de la promotion de l'agroécologie, et de ses difficultés (p.61-67), des nouvelles approches sur le foncier (p. 75-78) des innovations associées au numérique en matière de prévention contre les aléas climatiques ou de microcrédit (p.124-126) ou de la lutte contre la malnutrition (p.181). Chaque fois, l'analyse est assortie d'exemples tirés de ses observations de terrain.

### **Quel défi ?**

Les projections de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indiquent qu'à l'horizon 2050 la population de l'Afrique doublera vraisemblablement, pour atteindre 2,2 milliards d'habitants, et donc que la progression de la demande en produits alimentaires sera la plus forte parmi celles de toutes les régions du monde.

Ce défi revient à résoudre une équation particulièrement complexe : « comment répondre à la demande croissante et évolutive en biens alimentaires sains et nutritifs en quantité suffisante, sous la contrainte de limites foncières et d'aléas climatiques, sur des terres souvent dégradées, tout en préservant l'environnement et sans accroître le taux de dépendance aux importations ? » (p.177). L'ambition du livre est d'apporter des réponses.

### **Des questions**

Afin de contribuer à la réflexion, mais aussi de suggérer des pistes de solutions, le livre s'organise autour de plusieurs questions :

- Quelles sont les tendances lourdes susceptibles de se prolonger et qui vont façonner l'avenir des systèmes alimentaires ?
- Quels sont les germes de changement en mesure d'infléchir ces tendances ?
- Quels sont les agents potentiellement les plus dynamiques, capables de porter la transformation nécessaire ?
- Avec quelles options agronomiques, techniques et financières ?

- Avec quelles réponses aux enjeux démographiques et spatiaux, notamment ceux associés à l'urbanisation rapide ?
- Avec quels leviers d'action pour atténuer les vulnérabilités aux divers chocs (climatique, sanitaire, sécuritaire...) que les systèmes alimentaires subiront ?

### **Des acteurs de changement**

Il faut des terres disponibles, mais aussi des acteurs de changement. Trois auront dans l'avenir un rôle décisif dans la transformation du monde rural.

Les femmes occupent sur le continent une place centrale dans l'agriculture de subsistance. Elles sont incontournables dans les activités de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agroalimentaires. Elles sont au cœur de l'économie domestique et du bien-être des communautés rurales et jouent un rôle social essentiel – parfois non reconnu – en leur sein. Pourtant, elles disposent de moins de droits, elles ont un accès plus limité aux informations et aux services ruraux et elles sont moins mobiles en raison des charges de famille qui ont augmenté. Surreprésentées dans les emplois précaires, elles sont nombreuses à avoir perdu leur travail pendant la pandémie.

On sait que les femmes sont au centre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du ménage à travers le soin des enfants, la préparation des repas et la diversification du régime alimentaire de la famille. L'affirmation fréquemment avancée selon laquelle les femmes produisent de 60 % à 80 % de l'alimentation mondiale se retrouve-t-elle vérifiée lorsqu'on parle de l'agriculture du continent africain ? Probablement. Il est exact que les jardins potagers ou les petits lopins de terre dont elles s'occupent jouent un rôle crucial dans la disponibilité alimentaire. Souvent, les paysannes cultivent une part importante des céréales de base ou des fruits et légumes consommés par le ménage. Elles en vendent aussi une fraction si elles disposent d'un accès aisé au marché.

Une augmentation des revenus des paysannes, associée à un renforcement de leurs capacités d'adaptation grâce à un projet de développement ciblé en leur faveur, produit des résultats profitables sur la situation nutritionnelle, la santé de la famille et la performance scolaire des enfants. Sans risque de se tromper, on peut affirmer que l'un des grands défis de l'Afrique post-Covid-19 – peut-être le plus fondamental – sera celui porté par les femmes, leur place, leurs droits, leur espace de responsabilité.

Les maîtres d'œuvre de la nouvelle agriculture privée, celle qui penche plutôt vers la vision agribusiness, souvent appuyée par les partenaires financiers, sont des « agripreneurs », des entrepreneurs nationaux d'origines diverses : de grands commerçants, des responsables de coopératives, des politiciens, des fonctionnaires, d'anciens employés des sociétés d'État mis au chômage, des migrants de retour, des diplômés qui se tournent vers la terre faute de trouver un emploi en ville. Entre la ville et la campagne, ils ont comme caractère commun d'avoir « un pied dedans, un pied dehors ». Ils disposent d'un capital monétaire qui leur permet d'avoir un gage pour un crédit et sont plutôt orientés vers des chaînes de valeur courtes, de la production au commerce de détail. Ils s'attaquent, avec une certaine efficacité, aux questions de production et de marché (amélioration des rendements, gestion de l'eau, stockage, commercialisation, certification), à l'accès aux financements, aux liens entre les différents acteurs. Certains avec une capacité de gestion solide jouent un rôle clé d'agrégateur dans la promotion, le traitement, la surveillance et la commercialisation des produits.

Ces nouveaux entrepreneurs agricoles nationaux profitent des nouvelles opportunités ouvertes avec la redéfinition des modèles d'aménagement du territoire, en vogue dans plusieurs pays. Les pôles de croissance agricole, les agropoles, les parcs agro-industriels et les agro-incubateurs représentent une nouvelle tendance dans leur stratégie agricole, bâtie sur la logique du partenariat public-privé.

### **La frontière campagne-ville se brouille**

L'Afrique des campagnes a profondément changé durant les dernières décennies. L'extension des villes et le développement progressif des bourgs ruraux ont modifié l'armature spatiale dans de nombreuses régions. Dans la basse vallée du Nil, sur le littoral de Tanger à Casablanca, dans la conurbation sud-africaine du Gauteng, dans le golfe de Guinée centré sur le sud-est du Nigeria et prolongé le long de la côte ouest-africaine, dans la partie nord de la région des Grands Lacs, dans le corridor Nairobi-Kampala, dans les hautes terres éthiopiennes ou dans les noyaux de fort peuplement de la bande soudanienne, la grande majorité des populations rurales vit à moins de 50 km d'une ville d'au moins 50 000 habitants<sup>[1]</sup>.

En 2020, Africapolis a identifié 7 670 centres urbains de plus de 10 000 habitants dans 50 pays<sup>[2]</sup>. On observe autour de ces agglomérations, la constitution d'un chapelet de petites villes intermédiaires construit sur d'anciens noyaux villageois devenus de micro-centres urbains. Routes et marchés, mais aussi infrastructures d'électricité et d'eau, établissements scolaires et structures de santé favorisent la « rurbanisation » de ces espaces. Près des trois quarts de la population africaine vivent ainsi à l'interface entre zones rurales et zones urbaines. On est donc loin de la représentation dualiste parfois dominante. Les catégories « urbain » et « rural » n'offrent qu'une image imprécise — voire fautive — des évolutions en cours.

### **L'agriculture africaine guidée par l'essor des villes**

Selon la FAO, l'économie alimentaire en Afrique devrait atteindre en valeur 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Pour comprendre comment la demande, principalement tirée par une croissance des villes de 4,5% chaque année, sera couverte, il faut écarter l'idée selon laquelle les villes africaines sont déconnectées des circuits d'approvisionnement en produits du terroir. S'il est exact que pour certains aliments essentiels, comme le blé, le riz, le sucre, le lait en poudre ou certaines huiles, l'extraversion reste un sujet de préoccupation des États, la très grande majorité des denrées consommées en ville proviennent des exploitations locales et régionales<sup>[3]</sup>.

Selon une étude conjointe de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement, les dépenses alimentaires de Niamey, Abidjan et Rabat en produits importés sur le marché international ne dépassent pas 8 % de la consommation alimentaire, avec certes de fortes variations selon les revenus et les classes d'âge<sup>[4]</sup>. La ville et ses périphéries nourrissent la ville. À Dar es Salam, c'est 90 % de la demande en légumes qui est assurée par l'agriculture périurbaine. À Kampala, c'est 70 % de la demande en viandes de volaille et œufs qui est satisfaite par l'agriculture en étroite proximité de la ville. A Kinshasa on compte dix mille maraîchers dont les deux tiers pratiquent le maraîchage occasionnel pour arrondir leurs fins de mois. L'agglomération de plus de 10 millions d'habitants compte 400 marchés, avec environ un million de commerçants. Les opportunités commerciales qu'offrent les marchés urbains incitent à une croissance de l'investissement dans l'agroalimentaire par de nouveaux agri-entrepreneurs.

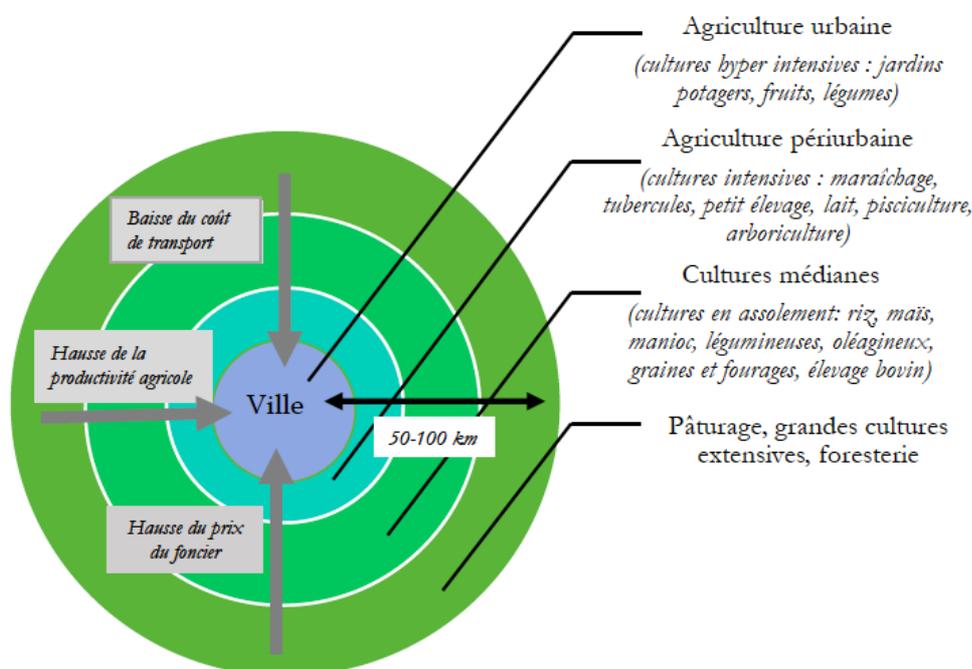
L'imbrication croissante des villes et des campagnes produit de nouvelles formes de territorialités. Autour de toutes les grandes agglomérations africaines, côtières comme intérieures, se forment des « aires agroalimentaires métropolisées » englobant à la fois des villes, des bourgs secondaires, des villages et des campagnes qui présentent un degré élevé d'intégration. Les dynamiques de ces écosystèmes permettent la valorisation des ressources alimentaires endogènes. Leur organisation obéit à une logique géographique de répartition des activités suivant le modèle de Johan Heinrich von Thünen, un hobereau allemand basé à Mecklenburgh, qui a effectué des observations sur ses propres terres avant de publier un ouvrage en 1826, proposant une modélisation originale de la géographie économique<sup>[5]</sup>.

Actualisé dans le contexte africain, le modèle donne une organisation intelligente. Le vivrier marchand irrigue le cœur des villes, avec autour de celles-ci, du maraîchage, des cultures fruitières et de l'élevage avicole et laitier et, plus loin, des espaces consacrés aux céréales (riz, maïs, sorgho, blé mais plus rarement), aux tubercules (manioc, gombo, aubergine...) et aux légumineuses (niébé, arachide, pois d'Angole...) et aux légumes supportant le stockage et le transport. Les filières

d'élevage périurbains d'espèces à cycle court (volailles, ovins, caprins, porcins) tout comme la pisciculture paysanne trouvent également des marchés tirés par une demande urbaine en protéines animales.

L'affectation du sol agricole s'effectue selon des couronnes concentriques plus ou moins régulières, allant du cœur de la ville vers ses périphéries éloignées. Par analogie avec le modèle von Thünen, les cultures les plus rentables et impliquant des coûts de transports élevés par unité produite sont installées au plus proche du marché urbain. Leur productivité couvre une rente foncière élevée. En revanche, les productions ayant un faible coût d'acheminement, mais qui sont les moins rentables seront dans des cercles plus éloignés. En un point distant, l'augmentation des coûts de transport peut devenir telle que la rentabilité nette d'un produit devient réductrice.

### Le modèle von Thünen revisité



Les analyses de la réorientation des politiques agricoles impliquent que les États s'inscrivent dans une perspective de long terme pour rendre les systèmes alimentaires durables et résilients. La démarche qui met en avant l'écosystème territorial présente de multiples avantages. Elle permet d'identifier les zones présentant le meilleur gain comparatif pour des cultures particulières, d'identifier les modes d'organisation des filières agricoles à privilégier, de coller au mieux aux préférences des consommateurs urbains, de raisonner en termes de services écosystémiques, enfin de modéliser les impacts positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle peut constituer une première approximation pour l'élaboration de politiques et de programmes visant à promouvoir la souveraineté alimentaire, indispensable pour s'extraire des crises récurrentes<sup>[6]</sup>. Reste, à l'évidence, à tenir compte de chaque contexte, avec ses spécificités et ses complexités que le modèle ne peut pas parfaitement appréhender.

#### Notes

[1] Bruno Losch, « L'Afrique des villes a besoin de l'Afrique des champs », *Demeter*, 2014., p.109.

[2] Source, OCDE/CSAO, *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, 2020,

[3] Sirdey N., Bricas N. et Dia Camara A., « Les systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne : caractérisation et spécificités », *Grain de sel*, n° 81, la revue d'Inter-Réseaux développement rural, 2021.

[4] Balineau G., Bauer A., Kessler K. et Madariaga N., *Les systèmes agroalimentaires en Afrique. Repenser le rôle des marchés*, Coll. « L'Afrique en développement », coédition de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale, Paris, Washington D C, 2020.

[5] Von Thünen J-H, *Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture* (traduit de l'allemand), Paris, Guillaumet et Cie, 1851.